MINISTÈRE de L'ÉQUIPEMENT des TRANSPORTS et du LOGEMENT
PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE
Documentation
ARCHE - Paroi Nord - 6e étage
92055 LA DÉFENSE

Cote PUCA 848

LE DEVENIR DE LA QUALITE D'USAGE DANS L'HABITAT

Rapport final

Bignami Laura
chargée d'étude

PLAN URBANISME
CONSTRUCTION ARCHITECTURE
Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Arche de la Défense – Paroi Nord
92055 Paris – LA DEFENSE Cedex 04

Subvention A 03 15 (SU 03 000 316)
notifiée le 28/11/2003

CNRS - Laboratoire de Psychologie Environnementale
Département de Psychologie,
Université René Descartes – Paris V

Septembre 2004

Sommaire

I– INTRODUCTION 1

1 - HISTORIQUE DE L'ATELIER DE SOCIOLOGIE 1

2 – L'ETUDE 6

2.1 – Objectifs 6
2.2 – Méthodologie 6

3 – LES OUVRAGES DE L'ATELIERS DE SOCIOLOGIE 7

3.1 - Les ouvrages par thématique et par statut 8

II– FICHIERS RESUMES DES ACTIONS ENGAGEES 12

4 – LA QUALITE D'USAGE, LES MODES D'HABITER, LES PRATIQUES ET LEURS REPRESENTATIONS 12

4.1 - Les représentations du logement social dans le Nord Pas Calais 12
4.2 - Normes et usage dans l'habitat en Guyane française 25
4.3 - Expertise bibliographique des recherches et études sur la Guyane 26
4.4 - Modernisme et modes de vie traditionnels en Guyane 28
4.5 - Groupe de travail de « l'Atelier qualité d'usage 30

4.5.1 - Habitants, Citoyens Vers quels nouveaux espaces publics de débats ? 30
4.5.2 - La prise en compte de l'usage 32
4.5.3 - La cité des mots 34
4.5.4 - Transformation des usages de l'habitat 36
4.5.5 - Les cahiers de l'atelier qualité d'usage 37

4.5.5.1 - Les opérations LQCM : Qualitel -Eco (Drôme) ODH 26/ Portes les Valence OPHLM Valence / Didier Daurat 37
4.5.5.2 - Les opérations LQCM OPAC de Haute Loire, Auvergne Habitat Les projets Osmose : Clermont-Ferrand 39

4.5.5.3 - Les opérations LQCM : OPAC de Reims : opération Esméralda
Effort Rémois : opération rue Maucroix
Foyer Rémois : opération rue d'Etienne d'Orves 41
4.5.5.4- Les opérations LQCM Quimper / Espacil Habitat 42
4.5.5.5 - Les opérations LQCM OPAC 71/ SEMCODA: le trait d'union, Ars-sur-Formans, Montceau-les-Mines, Saint-Gengoux (Saône-et-Loire) 44
4.5.5.6 - Les opérations LQCM OPAC de Saône et Loire, Trait d'union : Saint Rémy, OPAC de Saône et Loire, Trait d'union: Saint Gengoux/ Scisse, OPAC du Pas de Calais: un nouveau concept de logement individuel, opération de Beaurains SICF: petites résidences, opérations de Longueau 45

5 – LE CONFORT SONORE 47

5.1 – Colloque européen « Confort sonore : vers des solutions concrètes» 47
5.2 - Appel d'offre de recherche « Construire avec les sons » : rapports et recherches consultables 50

5.2.1 – La qualité sonore des espaces recevant des tous- petits: comment ça sonne ici? 53
5.2.2 – Parking Saint-Georges 55
5.2.3 – Evaluation, quantification et simulation des transitions sonores en site urbain 57
5.2.4 - Qualité des ambiances sonores liées aux usages des établissements d'enseignement 60
5.2.5 - Prototypes sonores architecturaux : catalogue raisonné et expérimentations constructives 62
5.2.6 - A l'écoute de l'hôpital 65

5.3 - Architecture sonore 68
5.4 - Guide de diagnostic sur la perception du bruit dans l'habitat social 70
5.6 - Expérimentation « Sonorité/tranquillité » 72

6 - LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION 74

6.1 – Analyse critique de la bibliographie concernant

le vieillissement de la population 74
6.2 - Grand âge en maison de retraite, maintien de l'identité, vie urbaine 78
6.3 - Recherche comparée sur les politiques de l'habitat en direction des personnes vieillissantes 80

7 - TEMPS ET ESPACES VECUS : PROJET 82

7.1 - Temporalité et planification régionale 82
7.2 - Projet de recherche : " Temps et espaces vécus 87

I - Introduction

Le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) est un service de la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (DGUHC) du Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

Le PUCA résulte de la fusion entre le Plan Construction Architecture (PCA), antérieurement rattaché à la Direction de l'Habitat et de la Construction (DHC), et le Plan Urbain (PU). Le PUCA constitue un instrument d'incitation et de mise en œuvre d'actions finalisées à la recherche, à l'expérimentation et à l'innovation dans les domaines de l'urbanisme, de la construction, de l'architecture et de l'habitat.

L'un des enjeux du PUCA est la qualité globale des constructions, du logement et de la ville.

Dans cette optique, depuis sa création, l'Atelier de Sociologie engage au sein du PUCA des travaux de recherche appliquée centrés sur la qualité d'usage dans l'habitat, ayant pour perspective le renouvellement des problématiques et des méthodes relatives à l'usage et aux pratiques quotidiennes des habitants.

1 - Historique de l'Atelier de Sociologie

L'Atelier de Sociologie a été créé en 1994 par le Directeur de la DHC[1] dans la continuité du « Bureau de la Demande et de la Sociologie » suite à la suppression de la Sous-Direction de la Qualité de l'Habitat à laquelle appartenait ce bureau.

[1] Emmanuel EDOU.

Le rattachement au PCA de l'Atelier de Sociologie lui a permis d'acquérir un caractère plus transversal, en développant les recherches et les expérimentations centrées sur la prise en compte de l'usage et sur la relation offre/demande dans le cadre de la qualité de l'habitat.

La démarche de l'Atelier est avant tout interactive dans la mesure où ses actions sont centrées sur la relation usage/normes, et multidisciplinaire dans la mesure où cet objectif requière le travail en partenariat d'acteurs de différentes professions et de différents statuts (les administratifs, les privés, les élus).

En 1996 le Plan Construction et Architecture lance l'appel d'offre « Logement à Qualité et Coût Maîtrisé » (LQCM) pour une expérimentation concernant les logements sociaux. L'objectif visé est la construction de logements neufs de qualité à loyer et charges réduits en prenant en compte l'usage des habitants. L'intérêt est de trouver des réponses aux difficultés de gestion du parc de logements sociaux face à l'appauvrissement des ménages.

A cet égard, les opérations LQCM pouvaient devenir de véritables lieux d'analyse et d'observation de l'usage. De cette manière, la pensée théorique se confrontant avec le terrain pouvait évoluer au fur et à mesure des connaissances rassemblées.

Dans cette perspective, le Directeur de la DGUHC a créé en 1998 l'Atelier qualité d'usage pour le développement d'une réflexion interprofessionnelle sur les significations de la qualité d'usage. De ce point de vue, les opérations LQCM ce sont présentées comme un support de travail très pertinent.

L'Atelier qualité d'usage, placé au sein de l'Atelier de Sociologie, était composé de maîtres d'ouvrage, de maîtres d'œuvres, de chercheurs et de représentants de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) et de la Direction Régionale de l'Équipement de l'Île de France (DREIF). Il a fonctionné pendant après de 30 mois.

L'Atelier qualité d'usage a renforcé en le rendant plus concret, le champ de réflexion relatif à la qualité d'usage, objet d'étude général de l'Atelier de Sociologie. La thématique est la valeur d'usage comme fondement de la qualité. L'enjeu est de mettre les habitants au cœur des décisions, depuis l'amont du projet jusqu'à sa réalisation, en prenant en compte leur culture, leurs modes de vie et leurs pratiques quotidiennes. Au service de cet objectif, le

développement d'une culture commune entre professionnels (maîtres d'ouvrage, maître d'œuvre, industriels) et personnel administratif constitue l'axe majeur de la démarche.

C'est ainsi que les membres de l'Atelier qualité ont développé leurs réflexions à partir de l'évaluation des logements des opérations LQCM, avant la construction et après une année d'occupation en intervenant durant 1 jour auprès des locataires à partir d'entretiens non directifs et de l'observation des lieux. L'intérêt de ce « diagnostic rapide » est double : d'une part donner un support concret aux travaux du groupe sur les significations de l'usage, d'autre part amorcer l'élaboration d'une méthode pour le développement d'une culture commune.

A cet égard, l'Atelier qualité s'est interrogé sur la valeur d'usage dans l'habitat, en incluant les logements à réhabiliter comme les logements reconstruits[2]. La valeur de l'usage renvoie aux dimensions qualitatives et aux préférences des habitants, produites d'un côté par les pratiques quotidiennes, les expériences personnelles, le vécu, les dimensions affectives et symboliques ; mais, d'un autre côté, générées par les représentations de la qualité, issues du monde social et culturel. La question qui se pose – et à laquelle l'atelier qualité a tenté de répondre[3] - est la suivante : peut-on développer une méthode de prise en compte de l'usage, utilisable par tous les professionnels, à partir d'un recueil d'informations diversifiées sur la perception de cet usage? Aujourd'hui, l'atelier qualité d'usage a rempli ses missions.

L'Atelier de Sociologie, créé en 1997, a comme champ d'intervention les « Pratiques, Usages et normes ». Cette structure a pour vocation d'associer autour des problématiques de l'usage, le milieu des sciences humaines, celui de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre, celui de la maîtrise d'ouvrage et les services déconcentrés de l'état.

Le travail de l'Atelier de Sociologie s'insère transversalement dans toutes les problématiques concernant la conception architecturale, la construction, la

[2] La "Cité Greuze à Nanterre".
[3] Le Séminaire sur la prise en compte de l'usage.

gestion et la conception de l'habitat et de l'urbain. Il a pour sujet principal la prise en compte des individus et leur rapport à autrui et à l'environnement.

Dans cette perspective, l'Atelier de Sociologie a engagé trois programmes pluriannuels de recherche sur les pratiques des usagers dans l'habitat : *la qualité d'usage, le confort sonore et le vieillissement de la population.* Un quatrième programme, *temps/espaces vécu,* est encore dans la phase de projet. Voici plus dans le détail, les trois premiers programmes :

1. La qualité d'usage, les modes d'habiter, les pratiques et leurs représentations

Cette thématique concerne l'analyse des usages, des modes d'habiter, des pratiques quotidiennes des habitants, et l'intégration de ces connaissances dans le processus de conception, de réalisation et de gestion des projets d'habitat.
L'objectif est de concevoir et réaliser l'habitat, le quartier, la ville à partir de la manière dont les individus les perçoivent, les expérimentent et ils s'en approprient. En d'autres mots, il s'agit de travailler pour une meilleure qualité de vie des habitants à partir de l'interdépendance entre les individus, les autres et leur propre environnement, relation qui s'instaure dans toute pratique habituelle.

2. Le confort sonore :

Ce programme est centré sur la thématique du son, analysée dans la double acception de « source de nuisance » (le bruit) et d'« élément de construction architecturale » (la matière sonore).
Dans le cadre de l'habitat, les solutions techniques et réglementaires poursuivent souvent la disparitions des nuisances sonores, donc, le silence, comme l'aboutissement le meilleur pour donner du confort sonore aux habitants. En revanche, du point de vue des significations et des perceptions, le rapport des individus au bruit et à la gêne est très complexe. Cela dépend,

encore une fois, des usages et des modes de vie des individus, ainsi que du contexte.

Le bruit est aussi synonyme de présence de vie. Il ne suffit pas, alors, de rechercher l'isolation aux bruits pour répondre à la demande de bien-être sonore dans les logements. Le son est de plus un élément de création architectural à exploiter dans la conception et construction.

Il faut, donc, assurer le confort sonore à travers des actions de sensibilisations des usagers, des échanges d'informations et de compétences entre les professionnelles.

L'objectif est d'appliquer les solutions techniques ou réglementaires à partir de la prise en compte des représentations des bruits et de la gêne chez les habitants, en utilisant le son comme matière brute pour la construction.

Dans le cadre du confort sonore, ont été édités les ouvrages suivantes :

3. Le vieillissement de la population, habitat, services urbains :

Le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre de personnes très âgées dépendantes et l'allongement de la durée de la vie sont des phénomènes de société qui posent aujourd'hui de nombreuses questions sur le plan sociologique et humain. Cette thématique s'interroge sur l'adaptabilité de l'habitat et l'accès à la ville (qualité d'usage), mais aussi sur la place de la personne vieillissante dans la société.

Il est donc urgent de s'interroger sur la relation des personnes âgées à leur domicile, à leur quartier ou à la ville ainsi qu'à la prise en compte des usages dans les maisons de retraite. Pour avancer il convient que les recherches prennent en considération les spécificité locales, s'interrogent sur de nouveaux modes d'intervention urbaine et sur une nouvelle représentation du vieillissement.

D'un point de vue méthodologique, ces trois actions débutent par une recherche, un groupe de travail ou un séminaire, afin d'effectuer un repérage

d'informations sur les sujets à traiter, puis elles se concrétisent par l'engagement d'appel d'offre de recherche et d'expérimentations.

La création d'un Atelier qualité d'usage au sein d'un Atelier de Sociologie fonctionnant de fait sur un même objet : la qualité d'usage, ne peut que créer la confusion même si les missions de l'atelier qualité d'usage sont terminées. D'autre part l'expression qualité d'usage reste très abstraite. Il paraît donc nécessaire de renommer l'Atelier en « Atelier de Sociologie - pratiques quotidiennes des habitants ».

2 – L'étude

2.1 - Objectif

L'étude porte sur la recherche en archive et sur le rassemblement de l'ensemble de la production littéraire de l'Atelier de Sociologie. L'objectif primaire est la valorisation des outils et des travaux de l'Atelier, ainsi que leur mise à disposition des acteurs régionaux concernés (le personnel administratif et les professionnels régionaux).

2.2 - Méthodologie

La méthodologie est divisée en deux phases:

Première phase :

- recherche bibliographique pour avoir la vision d'ensemble du travail effectué par l'Atelier. Récupération des documents sur format cd-room et disquette (lecture, synthèse et résumé). Présentation synthétique de l'Atelier de Sociologie - pratiques quotidiennes des habitants et de ses

ouvrages en vue de la publication sur le site Internet ministériel des Pôles Régionaux d'Echanges sur le Développement et l'Aménagement des Territoires (PREDAT) à l'adresse suivant : www.predat.net.

Deuxième phase :

- publication des synthèses sur les ouvrages de l'Atelier de Sociologie sur le site Internet ministériel.

3 – Les ouvrages de l'Ateliers de Sociologie

Penser et concevoir la qualité, non plus seulement à partir des techniques et des normes, mais d'abord à partir de l'habitant comme être humain et social est le fil conducteur de l'Atelier de Sociologie. Sa mission consiste à engager des travaux de recherche appliqués dans les domaines de l'habitat (conception, gestion) et de l'urbain, à rassembler les connaissances relatives aux pratiques des habitants et à assurer le partage des savoirs ainsi constitués entre les acteurs concernés.

Dans le cadre de l'Atelier de Sociologie ont été produites les ouvrages suivantes :

publications	**en vente**	**à donner jusqu'à épuisement et consultables en suite au CDU et au PUCA***		**consultables sur le site Internet du CDU****
		Les cahiers de l'atelier qualité d'usage		
N=16	n= 6	n= 6	n= 3	n= 1

* ouvrages consultables au Centre de Documentation sur l'Urbanisme (CDU) et au Centre de la Documentation du PUCA

** ouvrages consultables sur le site Internet du CDU, à l'adresse suivant : www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/

rapports et recherches	à consulter au PUCA	à consulter sur le site Internet du CDU**	à consulter sur le site Internet des PREDAT***
N= 13	n= 3	n= 4	n= 6

* rapports consultables au Centre de la Documentation du PUCA
** rapports consultables sur le site Internet du CDU, à l'adresse suivant : www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/
*** rapports consultables sur le site Internet des PREDAT, à l'adresse suivant : www.predat.net

L'ensemble des ouvrages de l'Atelier de Sociologie est consultable sur le site Internet ministériel des Pôles Régionaux d'Echanges sur le Développement et l'Aménagement des Territoires (PREDAT) à l'adresse suivant : www.predat.net.

Dans le paragraphe suivant les ouvrages produits sont présentés par action thématique et par statut.

3.1 - Les ouvrages par thématique et par statut

a) - La qualité d'usage, les modes d'habiter, les pratiques et leurs représentations

- Les rapports et les recherches consultables au Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)

- Les représentations du logement social dans le Nord Pas de Calais, *Patrick CAPLAIN, CETE Nord Picardie*

- Normes et usage dans l'habitat en Guyane française, *Véronique et Jérôme PRUNEAU*

– Les publications en vente

- Habitants, Citoyens Vers quels nouveaux espaces publics de débats ?, *Danièle WEILLER -CSTB*

- La prise en compte de l'usage - comment mettre les habitants, clients, citoyens, usagers au cœur des décisions, Ouvrage collectif dans le cadre de l'atelier de sociologie

- La cité des mots - pour agir et vivre ensemble dans la ville, Danièle WEILLER – CSTB

- Transformation des usages de l'habitat : la démolition – reconstruction de la cité de Greuze, Nicole KERHUEL – GERU

– Les publications à donner jusqu'à épuisement et consultables en suite au Centre de Documentation sur l'Urbanisme (CDU) et au Centre de la Documentation du PUCA

Les cahiers de l'atelier qualité d'usage : Les opérations LQCM

I - Etat des lieux: du projet à la réalisation
II – Diagnostic de l'usage : un an après , le projet habité

- Les opérations LQCM : Qualitel -Eco (Drôme)
ODH 26/ Portes les Valence
OPHLM Valence / Didier Daurat,
(Francis RATHIER – BERS)

- Les opérations LQCM OPAC de Haute Loire, Auvergne Habitat
Les projets Osmose : Clermont-Ferrand
(Béatrice DOLLE, Francis RATHIER)

- Les opérations LQCM OPAC de Reims : opération Esméralda
Effort Rémois : opération rue Maucroix
Foyer Rémois : opération rue d'Etienne d'Orves
(Nicole KERHUEL – GERU)

- Les opérations LQCM Quimper / Espacil Habitat
(Nicole KERHUEL – GERU et Marcel MEMBRIBE – UNFOHLM)

- Les opérations LQCM OPAC 71/ SEMCODA: le trait d'union
Ars-sur-Formans, Montceau-les-Mines,
Saint-Gengoux (Saône-et-Loire)
(Nicole KERHUEL – GERU et Béatrice DOLLE)

- Les opérations LQCM OPAC de Saône et Loire, Trait d'union : Saint Rémy
OPAC de Saône et Loire, Trait d'union: Saint Gengoux/ Scisse
OPAC du Pas de Calais: un nouveau concept de logement individuel, opération de Beaurains SICF: petites résidences, opérations de Longueau
(Nicole KERHUEL – GERU et Béatrice DOLLE)

– Les rapports consultables sur le site Internet du CDU, à l'adresse suivant : www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/

- Expertise bibliographique des recherches et études sur la Guyane, *Emmanuel DE LESCURE, Elkana JOSEPH et Françoise PORCHET*

- Modernisme et modes de vie traditionnels en Guyane, *Jeanne BIANCHI*

b) –Le confort sonore

– Les publications à donner jusqu'à épuisement et consultables en suite au Centre de Documentation sur l'Urbanisme (CDU) et au Centre de la Documentation du PUCA

- Appel d'offre de recherche « Construire avec les sons », *Christiane FLAGEOLLET-SAADNA*

- Bilan de l'appel d'offres de recherches « Construire avec les sons », *Christiane FLAGEOLLET-SAADNA et Jean-Yves TOUSSAINT*

- Les rapports et les recherches consultables au Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)

Les recherches « Construire avec les sons » :

- La qualité sonore des espaces recevant des tous- petits: comment ça sonne ici?, *Catherine SEMIDOR, responsable*
- Parking Saint-Georges, *Didier BLANCHARD, responsable*
- Evaluation, quantification et simulation des transitions sonores en site urbain, *Philippe WOLOSZYN, responsable*
- Qualité des ambiances sonores liées aux usages des établissements d'enseignement, *Catherine LAVANDIER, responsable*
- Prototypes sonores architecturaux : catalogue raisonné et expérimentations constructives, *Grégoire CHELKOFF, responsable*
- A l'écoute de l'hôpital, *Alain DUMAS, responsable*

– Les publications en vente

- Architecture sonore, *Louis DANDREL, Brigitte LOYE DEROUBAIX, Frédéric SAUNIER, Alain RICHON*

- Acoustique et réhabilitation : améliorer le confort sonore dans l'habitat existant, *Christine SIMONIN -ADAM*

– Les publications consultables sur le site Internet du CDU, à l'adresse suivant : www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/

- Guide de diagnostic sur la perception du bruit dans l'habitat social, *Jacques BRENOT –CREPAH*

c) - Le vieillissement de la population, habitat, services urbains

- Les rapports et les recherches consultables au Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)

- Analyse critique de la bibliographie concernant le vieillissement de la population, *Serge CLEMENT, responsable*

- Grand âge en maison de retraite, maintien de l'identité, vie urbaine, *Katia Boventi*

– Les publications consultables sur le site Internet du CDU, à l'adresse suivant : www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu

- Recherche comparée sur les politiques de l'habitat en direction des personnes vieillissantes, *Nicole KERHUEL - GERU*

4 – Fichiers résumés des actions engagées

4.1 – La qualité d'usage, les modes d'habiter, les pratiques et leurs représentations

4.1.1 - Les représentations du logement social dans le Nord Pas de Calais

TITRE	**Les représentations de l'habitat social dans le Nord Pas de Calais**
MAITRES D'OUVRAGE	DRE Nord Pas de Calais ATELIER DE SOCIOLOGIE – PRATIQUES QUOTIDIENNES DES HABITANTS, Christiane FLAGEOLLET-SAADNA : chef de projets Marie-Françoise LA VIEILLEVILLE : responsable service habitat DRE, Nicolas DESCAMPS (DRE)
CONSULTANT	Université Catholique de Lille Laboratoire CRESGE Loïc AUBREE, responsable de la recherche
EQUIPE DE RECHERCHE	En association Patrick CAPLAIN, CETE Nord Picardie
OBJECTIFS DU PROJET	comprendre les facteurs d'adéquation ou inadéquation offre/demande, pour des politiques publiques mieux ciblées.
avancement	recherche en cours

- **Note de synthèse :**

Depuis plusieurs années, la construction de logements locatifs sociaux a diminué. Les services du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement se sont interrogés sur les causes de cette diminution. Plusieurs facteurs ont été identifiés, dont certains liés au positionnement du parc HLM sur le marché du logement et à son aptitude à répondre à la demande. Les enquêtes statistiques et les approches qualitatives menées auprès des services et des gestionnaires de parc font souvent état d'une tendance à la dévalorisation et au délaissement d'une partie du parc HLM par sa clientèle traditionnelle, au développement d'une vacance pour absence de candidat, et d'une concurrence accrue du parc privé.

Face à cette baisse de la demande, qui serait liée à une inadéquation croissante de l'offre et à la possibilité de report sur d'autres segments de parc (locatif privé, accession sociale, y compris sur des logements déqualifiés), les organismes d'HLM adopteraient une attitude de prudence vis-à-vis de la croissance de leur parc, aggravée par un constat de paupérisation de la demande et de développement de l'insolvabilité. De plus, ils ne souhaiteraient pas alimenter la vacance des programmes dévalorisés par des transferts vers des programmes neufs, plus adaptés à la demande.

Les enquêtes évoquent aussi un changement d'attitude des élus locaux pour lesquels la construction de logements sociaux ne serait plus aussi valorisante politiquement, qui ressentiraient moins la nécessité du locatif social face aux alternatives de l'accession ou de la réhabilitation du parc privé ou, déjà en prise avec un parc social important, qui donneraient la priorité à sa réhabilitation ou à sa restructuration. Par ailleurs, le logement social susciterait chez beaucoup d'élus une méfiance extrême, non en tant que tel mais pour les effets de peuplement qu'il entraîne. On note d'ailleurs que l'Etat lui-même, dont l'objectif est de relancer la production de logements sociaux (HLM ou privés conventionnés) n'en porte pas une image particulièrement positive, puisqu'il présente la nécessité d'atteindre un certain pourcentage de logements sociaux comme un devoir de solidarité entre communes.

Cette dégradation de l'image du logement social, ou tout au moins d'une partie de celui-ci, recouvre plusieurs dimensions, dont les plus fréquemment évoquées dans les services du Ministère de l'Equipement en charge des politiques de l'habitat ou dans ceux des organismes d'HLM portent sur :

- sa conception en tant que produit architectural et urbanistique (image type des grands ensembles périphériques constitués de tours et de barres de construction hâtive, techniquement obsolète, qui font l'objet de discours récurrents sur l'uniformité, la pauvreté architecturale, le gigantisme, l'entassement, l'enclavement, l'éloignement...),
- son mode de gestion (statut locatif, sous contrôle de gestionnaires publics ou parapublics, dont les locataires seraient considérés comme des administrés beaucoup plus que comme des clients, bénéficieraient d'un service de mauvaise qualité en termes d'entretien, de gardiennage, de relations avec le bailleur, etc et seraient soumis sans contre pouvoir à leurs stratégies patrimoniales et de peuplement...),
- sa paupérisation (image dévalorisante associée à un sentiment de dégradation des conditions de vie : cohabitation avec des familles dites difficiles, troubles de voisinage, environnement social néfaste pour les enfants, recrutement scolaire entraînant une déqualification de l'école...),
- sa dangerosité (insécurité ou sentiment d'insécurité. Au-delà de la dangerosité pour les habitants ou les usagers liée aux risques d'agressions ou d'incivilités, qui alimenterait les stratégies individuelles de fuite ou d'évitement des quartiers à risque, c'est la menace pour la cohésion sociale et la dangerosité pour les institutions publiques qui transparaît dans le discours de certains acteurs publics, à travers la création de zones de non-droit et le développement d'un climat de guérilla urbaine, qui seraient dus à la concentration et à l'enfermement de populations potentiellement dangereuses, en rupture avec le modèle dominant. A ce sujet, on a pu entendre parler –à tort ou à raison- d'organismes d'HLM dépendant de conseils généraux qui auraient cherché à déstabiliser les équipes municipales de communes politiquement opposées, en pratiquant sur leurs quartiers à risque des

politiques de peuplement susceptibles de provoquer des troubles sociaux).

La réalité du parc HLM est évidemment plus nuancée et plus diversifiée que ne le présentent ces images souvent caricaturales et stéréotypées. Elles sont cependant intéressantes en tant que telles, dans la mesure où les représentations de la réalité, on pourrait presque dire quelque soit leur degré de concordance avec celle-ci et l'apport de l'expérience dans leur construction, constituent un facteur fondamental de formation des processus de dévalorisation des territoires et de détermination des attitudes et des comportements en relation avec ces processus (certains services enquêtés à ce sujet font même état d'une sorte d' « inconscient général » qui marquerait l'image du parc HLM auprès de la population, au-delà même de son évolution réelle).

Elles constituent un facteur fondamental de détermination des stratégies résidentielles des ménages, mais aussi de détermination des politiques publiques par les acteurs intervenant dans la production et la gestion du parc HLM, dont elles conditionnent, au moins en partie, les réponses aux nécessités d'adaptation de l'offre et de gestion des situations de crise.

Ces représentations ne sont pas nécessairement exclusives les unes des autres. Elles peuvent se combiner chez un même individu ou dans un même groupe pour former un système composite, qu'on peut caractériser par la présence ou non de certaines d'entre elles, leurs connotations plus ou moins négative, et leurs poids relatifs, certaines constituant des facteurs discriminants de la formation de l'image globale, les autres des facteurs secondaires.

Chez les professionnels de l'urbanisme et de l'habitat par exemple, ou dans des copies de candidats à des concours de la fonction publique, certains systèmes de représentation, sur lesquels sont basés des systèmes explicatifs des processus de dévalorisation du parc social, sont fortement hiérarchisés. Par exemple :

- prédominance du facteur urbanistique sur les autres facteurs : c'est l'urbanisme des grands ensembles qui est rejeté. Son rejet entraîne la

fuite des classes moyennes vers le logement individuel périurbain, ne laissant sur place que les populations défavorisées captives. Cette spécialisation sociale alimente à son tour une image négative qui engendre une spirale de dévalorisation,

- prédominance du facteur social sur les autres facteurs : c'est la connotation sociale négative des grands ensembles, due aux politiques de peuplement des organismes d'HLM, qui fait fuir les classes moyennes en périphérie ou dans des quartiers moins marqués socialement, accentuant les processus de ségrégation socio-spatiale. La dégradation de l'image sociale entraîne une représentation négative de l'ensemble du milieu, dont l'urbanisme, par assimilation (ou contagion).

D'autres le sont beaucoup moins et proposent des interactions multiples de facteurs d'importance comparable. Certains ne semblent pas établir de relations entre les facteurs et procéder par amalgame.

La confrontation des hiérarchies est source de divergence dans l'appréciation des priorités à accorder aux différentes politiques publiques et de leurs complémentarités (politiques déterminantes, politique d'accompagnement) : démolition-reconstruction (quelle en est la nécessité, quels sont les produits – logements et environnement urbain- à démolir, pour les remplacer par quels autres produits, où, et –selon l'importance accordée au facteur peuplement- pour y loger qui ?), réhabilitation (quels sont les produits à réhabiliter, où, pour quels segments de clientèle ? ou : quels sont les segments de clientèle dont il faut réhabiliter les logements ?), maîtrise du peuplement (quels sont les quartiers où une recomposition sociale est indispensable, ou quelle est la meilleure répartition spatiale des différentes catégories de locataires, quelle mixité sociale est-il réaliste de viser, quelles sont les politiques d'attribution et de gestion locative pour y parvenir, et –selon l'importance accordée au facteur produit- quels sont les produits les plus adaptés à ces différentes catégories de locataires ou à leur cohabitation ?), gestion locative (quelles modifications, quelles améliorations des pratiques pour attirer ou fidéliser quelle clientèle dans

quels quartiers, dans quels produits ?), action sociale (quelles politiques préalables, ou en accompagnement de toute recomposition sociale ou spatiale des quartiers ?), action sur l'environnement urbain (quels aménagements des espaces publics, quelle offre de service, de transports urbains, de stationnement, dans quels quartiers pour en améliorer la valeur d'usage et l'attractivité ?)...

Les représentations véhiculées parmi les acteurs publics sont ressenties ou présentées comme le reflet de celles des populations concernées. Elles interviennent dans les choix de politiques publiques. De leur concordance avec celles des populations concernées dépend, en partie au moins, c'est-à-dire dans la mesure où les représentations par ces populations conditionnent effectivement leurs stratégies résidentielles et leurs attitudes vis-à-vis du parc HLM, l'adéquation avec la demande et l'efficacité des politiques.

La multiplicité de ces acteurs s'accompagne d'une multiplicité des représentations et des systèmes de représentations, et avec elle d'une multiplicité dans l'identification des dysfonctionnements et des solutions possibles. On trouve de ce point de vue quelques attitudes types, correspondant souvent à des catégories d'acteurs publics. Une attitude, plus souvent privilégiée chez des architectes ou des ingénieurs, tend à assimiler l'image négative du parc HLM à celle de sa conception architecturale et urbanistique, voire à en faire la cause de ses problèmes sociaux. On a pu de ce point de vue entendre parler de formes architecturales et urbaines pathogènes. Les problèmes du parc HLM seraient résolus par la démolition et la reconstruction sous d'autres formes, de facture plus soignée, d'échelle plus réduite, mieux intégrées aux tissus urbains traditionnels. Une attitude totalement opposée, plus souvent représentée chez des travailleurs sociaux, ou des professionnels travaillant sur la politique de la ville, tend à nier le rôle des formes urbaines et à considérer comme seul déterminant des problèmes du parc HLM ceux liés à la situation économique et sociale de ses habitants. On ne résoudra les problèmes du parc HLM que quand on aura résolu ces problèmes économiques et sociaux. En attendant, on ne peut que gérer au

mieux les tensions sociales. Cette attitude est basée sur la constatation que tous les quartiers HLM (y compris ceux des années 60-70) ne concentrent pas de problèmes sociaux, alors qu'une dégradation sociale et des processus de dévalorisation peuvent aussi bien se développer dans des quartiers anciens à dominante d'habitat privé ou des programmes HLM de petite échelle, plus récents et bien intégrés au milieu urbain traditionnel, dès lors que ceux-ci sont l'objet d'un peuplement à risque. Sur un registre assez voisin du point de vue du constat mais très différent du point de vue des solutions à apporter, une attitude, plus souvent privilégiée parmi certains élus et dans certaines administrations, tend à mettre en cause les processus de ségrégation socio-spatiale et l'enfermement de populations défavorisées dans des quartiers culs-de-sac, source de stratégies de fuite ou d'évitement de la part de ceux qui ont le choix de leur localisation résidentielle, d'assignation à résidence des captifs, et d'explosion sociale. Les problèmes de ces quartiers seraient résolus par l'ouverture des ghettos, la réintégration des classes moyennes et la mixité sociale. On a pu à ce sujet assister à de nombreux débats sur la question de l'isolement ou de l'intégration des populations potentiellement dangereuses, de même que sur celle de l'assignation à résidence ou de la possibilité de choix de localisation résidentielle. Une attitude, plus souvent représentée parmi les gestionnaires du parc HLM, tend, sans nécessairement nier l'existence d'autres facteurs, à mettre l'accent sur le service rendu aux locataires, la nécessité de l'améliorer, de développer une gestion urbaine de proximité, de s'engager dans des démarches de nature commerciale visant à attirer et à fidéliser la clientèle dans une logique de marché concurrentiel (y compris entre organismes d'HLM). Certains organismes poussent la logique de marketing jusqu'à occulter les signes d'appartenance au statut d'HLM, à commencer par le nom de l'organisme, pour se démarquer de son image dévalorisante.

On retrouve d'ailleurs certaines de ces représentations, ou des représentations assez voisines, sous jacentes aux déclarations de candidats à l'élection présidentielle au sujet d'une des dimensions du débat sur le parc HLM qui cristallise actuellement beaucoup de tensions de la société française, l'insécurité :

- candidat pour lequel c'est l'urbanisme qui est en question : « il faut démolir les grands ensembles et reconstruire à l'échelle humaine »,

- candidat pour lequel c'est le mode de gestion locatif qui est en question : « il faut favoriser la vente des logements HLM à leurs locataires pour changer leurs attitudes »,

- candidats pour lesquels c'est le contexte social qui est en question : « il faut développer le travail social dans les quartiers », ou « il faut développer la présence policière, dans une logique de prévention/répression ».

Bien sûr, la simplification du discours électoral favorise les prises de position sans nuances ou faiblement nuancées. Ce discours est surtout intéressant pour ce qu'il illustre des différents types de représentations. Là aussi d'ailleurs, plusieurs peuvent coexister chez un même candidat.

Discours électoraux, points de vue de professionnels, copies de candidats à des concours de la fonction publique, lieux communs échangés dans les conversations, sont en tous cas remarquables par la diversité des représentations et des systèmes de représentation qu'ils expriment, leur caractère contradictoire, parfois par les amalgames qu'ils traduisent. Ce qui pose un certain nombre de questions sur leur concordance avec ceux des populations dont ils se font l'interprète (ou dont ils pensent exprimer les aspirations), leur nature, leur diversité, leurs éléments constitutifs, les facteurs qui président à leur construction, les hiérarchies entre facteurs, sur ce qui est véritablement ressenti, ce qui est susceptible de motiver les comportements, au-delà de l'inexprimé, du mal exprimé, des amalgames, des lieux communs entendus et répétés, des rationalisations et des explications commodes....

Une recherche sur les représentations du parc HLM pourrait s'organiser à partir des questions suivantes, ou de certaines des questions suivantes :

- comment la population française se représente-t-elle le parc HLM ? Quels sont les différents systèmes de représentation identifiables ? Quelle est l'importance relative de chacun d'eux ? Quelle est la fréquence, quelle est la prégnance, des images négatives ?

- quels sont les facteurs constitutifs de ces images négatives ? Quelle est l'importance des représentations liées au produit physique (architecture, urbanisme), de celles liées au peuplement, ou au fantasme sur le peuplement (paupérisation, dangerosité), de celles liées au mode de gestion et au service rendu, de celles liées à d'autres facteurs ? Dans les systèmes de représentation composites, quels sont les facteurs discriminants des processus de dévalorisation, quels sont les facteurs secondaires ? Inversement, quels sont les facteurs constitutifs des images positives ?

- comment ces représentations, ou ces systèmes de représentation, sont-ils répartis dans la population française ? Peut-on croiser (ou rapprocher) une typologie de la population et une typologie des systèmes de représentation ? Auprès de quels types de populations trouve-t-on plutôt quels types de représentations ? Sur quels critères de classification construire une typologie de la population ?

- peut-on croiser les types de représentations et les types de situations résidentielles ou d'attitudes vis-à-vis de l'offre de logements HLM : locataires HLM ou non, locataires potentiels ou non (c'est-à-dire entrant ou non dans les plafonds de revenus), demandeurs de logements HLM ou non, demandeurs potentiels qui refusent de poser une demande et préfèrent se loger dans le parc locatif privé, quelles que soient les conditions offertes dans ce parc, demandeurs –ou demandeurs potentiels- exclus des systèmes d'attribution (insolvables, indésirables), demandeurs sélectifs (refusant l'attribution dans certains quartiers), demandeurs non sélectifs, fuyards du parc HLM, fuyards de certains segments du parc HLM ou de certains quartiers, locataires en place

demandant une attribution dans un autre quartier, locataires HLM inscrits dans un itinéraire résidentiel ascensionnel, captifs du parc HLM, captifs de ses segments les plus dévalorisés...

- le parc HLM est extrêmement segmenté, à la fois en termes de produits et de peuplement. On y trouve à la fois des petits collectifs récents d'architecture soignée, implantés en centre ville ou dans des quartiers non dévalorisés, bien intégrés au milieu urbain, proches de l'offre de service et de transports, parfaitement entretenus, au peuplement étroitement contrôlé, qui parfois même s'affichent « résidence » sans identification du statut HLM dans le nom du gestionnaire, et pour lesquels le délai d'attente est de plusieurs années, et, à l'opposé, des programmes bas de gamme des années 60, de mauvaise qualité technique et architecturale, implantés dans des grands ensembles périphériques éloignés des pôles de services urbains, mal desservis par le réseau de transports, mal entretenus, dégradés, tagués, paupérisés, insécurisants, faisant l'objet d'une forte vacance pour absence de candidat et de stratégies de fuite des locataires ayant une possibilité de choix. Entre (et autour de) ces deux extrêmes, on trouve une gamme de situations variées, pouvant comprendre par exemple des programmes d'individuel groupé, de conception architecturale identique à celle des programmes d'accession sociale, que certains organismes proposent à leurs meilleurs locataires comme but ultime des itinéraires résidentiels ascensionnels au sein du parc HLM, ou des maisons de ville anciennes dispersées dans des quartiers à dominante privée, réservées aux locataires que les bailleurs cherchent à isoler des programmes collectifs pour cause de troubles de voisinage, ou des maisons individuelles en milieu rural ou périurbain destinées à retenir des ménages qui quitteraient le village faute d'offre, ou encore des programmes récents répondant aux critères de qualité du point de vue de la conception architecturale et de l'insertion urbaine, mais situés dans des quartiers fortement dévalorisés, dont les organismes bailleurs ne parviennent pas à maîtriser le peuplement (refus d'attribution de la part des types de

locataires recherchés)... Cette segmentation peut parfois recouvrir des spécialisations de certains organismes (ou de certaines familles d'organismes) sur des créneaux de marché. Comment cette diversité est-elle perçue (de l'intérieur, de l'extérieur) ? Est-elle occultée chez certains par des représentations dominantes ? Qu'entraîne-t-elle comme stratégies résidentielles de la part des locataires, ou des locataires potentiels ? Sur la base de quels critères de choix ? Peut-on croiser une typologie des lieux et une typologie des comportements (et des représentations qui motivent ces comportements) ?

- les territoires (ou les aires de marché du logement) sont diversifiés du point de vue de leur situation économique, sociale et urbaine (anciens bassins industriels en récession, territoires en forte croissance économique, territoires en cours de métropolisation, villes moyennes au profil stable, zones rurales en déréliction, etc....), ainsi que du point de vue de la situation du parc HLM dans l'offre de logements (de l'ordre de 3 % dans certains territoires ruraux, jusqu'à plus de 60 % dans certains territoires urbains) et de sa segmentation en termes de produits. Cette diversité entraîne une diversité de fonctionnement des marchés locaux du logement et de rôle du parc HLM dans ce fonctionnement. Il peut être plus ou moins spécialisé sur un segment de marché ou se partager plus ou moins une même clientèle avec le parc privé, locatif ou occupé par le propriétaire, il peut être plus ou moins concurrentiel et avoir une fonction plus ou moins affirmée d'accueil de populations à faibles ou très faibles revenus. Dans certains bassins d'habitat, cette fonction est très fortement marquée, le locatif privé se spécialisant sur les gammes moyenne et haute.

A l'inverse, dans certains quartiers privés fortement dévalorisés de territoires en récession, les élus locaux et les techniciens cherchent à utiliser des programmes HLM neufs comme supports de revalorisation, en visant un peuplement par des classes moyennes. Jusqu'à quel point cette diversité a-t-elle une influence sur les représentations du parc HLM et les stratégies

résidentielles ? Y-a-t-il des constantes qui s'affranchiraient des particularismes locaux ? Si les contextes locaux ont une influence, quelle est cette influence ? Des territoires en récession aux marchés dépressifs développent-ils plus généralement des processus de dévalorisation ? Sont-ils spécifiques à certains types de parcs, ou de quartiers, HLM ou non ? Des territoires en croissance, plus favorables à l'émergence de disparités socio-spatiales, développent-ils plus généralement des processus contrastés de valorisation et de dévalorisation ? Dans les territoires ruraux où le parc HLM est très peu présent et souvent de meilleure qualité que le parc privé, ou dans les territoires urbains où le parc privé déqualifié fait l'objet d'un marché tendu sur le bas de gamme, le parc HLM est-il valorisé, ou certains de ses segments sont-ils valorisés ?

- dans quelle mesure y-a-t-il des représentations propres au parc HLM en tant que tel ? Si, dans certains territoires, il joue le même rôle que le parc privé, ou si certains de ses segments jouent le même rôle que certains segments du parc privé, est-il perçu différemment ? Y aurait-il un marquage HLM qui constituerait en tant que tel un facteur négatif dans la formation des représentations ?

A la diversité du parc et de son occupation, se superpose, sans nécessairement coïncider, une diversité de statuts des organismes d'HLM, parmi lesquels on trouve principalement deux grandes familles : les offices publics, dépendant directement de collectivités locales et les sociétés anonymes, plus souvent liées à des organismes collecteurs du 1% patronal (CIL).

Les modes de gestion sont différents (public pour les OP, privé pour les SA) et souvent, dans les territoires où il y a une multiplicité d'organismes, et en fonction de la part de marché de chaque organisme, les créneaux de marché. La part des logements réservés par les entreprises est souvent plus importante dans les SA, ne laissant parfois que peu de place aux autres filières d'accès, et donc le peuplement par des actifs salariés du privé. De même, les circuits d'attribution sont différents (plus souvent par l'intermédiaire des réservataires,

c'est-à-dire des entreprises ayant versé la participation au titre du 1% pour les SA). Les services de l'Etat ont d'ailleurs souvent reproché à des SA leurs politiques d'attribution, beaucoup plus sélectives.

Si les OP affichent clairement leur statut HLM, les SA ont plus souvent une tendance à l'occulter, jusque, y compris dans le nom de l'organisme, et à mettre en avant leur appartenance au réseau des CIL plutôt que leur statut HLM. Cet affichage d'un moindre degré d'appartenance au monde HLM (on pourrait dire d'une moindre HLMéïté) semble trouver un écho dans le public – ou une partie du public – pour qui, parfois habiter un logement du CIL, apparaît différent d'habiter un logement HLM.

Comment, par qui, est perçue cette différence ? Y a-t-il, dans les représentations du public, ou de certaines catégories de public, une échelle d'appartenance au monde HLM selon les organismes ou les familles d'organismes, ou plus simplement leur politique commerciale ? Et, si oui, entraîne-t-elle une hiérarchie de valeurs ?

Quelle relation y a-t-il entre cette éventuelle hiérarchie et la réalité des spécialisations sociales des organismes ou des familles d'organismes ?

- Comment sont véhiculées les représentations ? ou quelles sont les représentations véhiculées par les différents média : presse écrite, locale, nationale, selon les tendances politiques, télévision, rumeur (quels réseaux de public véhiculent quelles réputations), expérience... ?

P. CAPLAIN
CETE Nord -Picardie
Avril 2002

4.2 - Normes et usage dans l'habitat en Guyane française

TITRE	**Normes et usages dans l'habitat en Guyane française**
MAITRE D'OUVRAGE	PUCA / ATELIER DE SOCIOLOGIE – PRATIQUES QUOTIDIENNES DES HABITANTS Chargée de projets : Christiane FLAGEOLLET-SAADNA
CONSULTANT	Université des Antilles et de la Guyane
EQUIPE	Véronique PRUNEAU, coordinatrice du projet Jérôme PRUNEAU, directeur scientifique Frédérique BOURDON, chargé d'étude Karine GLUCK, chargée d'étude
OBJECTIFS DU PROJET	Analyse bibliographique à partir de : ◦ Le climat local ◦ La diversité géographique ◦ Les milieux culturels et leur évolution ◦ les politiques publiques en matière d'habitat et d'urbanisme
avancement	recherche en cours

4.3 - Expertise bibliographique des recherches et études sur la Guyane

titre		**Expertise bibliographique sur le logement et l'habitat en Guyane Française (1948-2001)**
auteurs		Emmanuel DE LESCURE avec la collaboration de Elkana JOSEPH et Françoise PORCHET
maître d'ouvrage		**Atelier de Sociologie - pratiques quotidiennes des habitants** **PUCA** – Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04
publication		2002 Novembre – *88 p.*
objet		Recensement bibliographique
index des mots clé		bibliographie - mode de vie – habitat – logement – tradition – climat tropical — architecture traditionnelle – sociologie de l'habitat
sommaire		PRESENTATION *1. Cadre général* Logement et habitat Le contexte guyanais *2. La construction de la bibliographie* Le recueil Le projet initial Le mode de classement choisi DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES *1. La Guyane dans ses espaces geo-politiques* L'espace européen L'espace national: la France et ses régions L'espace des outres-mers français *2. L'espace guyanais* L'espace régional et départemental L'espace communal L'espace des groupes sociaux *3. La production de architecture de Guyane* La construction Les infrastructures *4. Questions spécifiques* Le foncier Le littoral Bois, forets et filière bois L'environnement Le tourisme Les activités des administrations et leur adaptations INDEX DES NOMS PROPRES

résumé		L'expertise bibliographique sur le logement et l'habitat en Guyane française constitue les préliminaires d'une recherche approfondie sur la prise en compte des usages et pratiques des populations locales dans les processus de construction et d'aménagement de l'habitat. Parmi les territoires d'outre-mer la singularité de la Guyane tient à son histoire et à la diversité des groupes nationaux et ethniques qui l'occupent. Département français depuis 1947, la Guyane ne s'urbanise qu'à partir des années 1960 sur des zones très circonscrites du littoral. A partir des années 80 l'accélération de l'urbanisation et l'accentuation de l'immigration en provenance des Pays voisins (Caraïbe, Continent sud-américain) semblent engendrer un dysfonctionnement entre les usages populaires issus de pratiques culturelles fortes et la normalisation des modes de construction. C'est cette contradiction qui est au cœur de l'expertise bibliographique. Les 592 ouvrages collectés sont marqués par une grande hétérogénéité tant du point de vue du statut que des disciplines. Notons qu'au sein de cette diversité les sciences humaines (sociologie, anthropologie), et l'urbanisme sont très peu représentés. En raison de cette diversité, le mode de classement retenu repose sur un principe spatial allant du plus petit au plus grand, mêlant sans distinction les thématiques : espaces des groupes sociaux, espace communal, espace départemental et régional guyanais, espace des départements d'outre-mer, espace national et espace européen.
éditeur		**PUCA - Plan Urbanisme Construction Architecture** Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04 www.arch.fr/PUCA
identification		rapport
diffuseur		**Centre de documentation de l'urbanisme (CDU) - DGUHC** Arche de La Défense - 92055 Paris La Défense cedex tél. 01 40 81 11 78 - fax 01 40 81 15 99 www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu (bibliothèque ouverte du lundi au vendredi de 13 h à 17 h 30)
cote		CDU 55896(2) - CA C11768(2)
		Fichier téléchargeable gratuitement sur le site Internet du CDU parmi les dossiers documentaires en ligne www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu au format Pdf (349 Ko, 88 pages)

4.4 - Modernisme et modes de vie traditionnels en Guyane

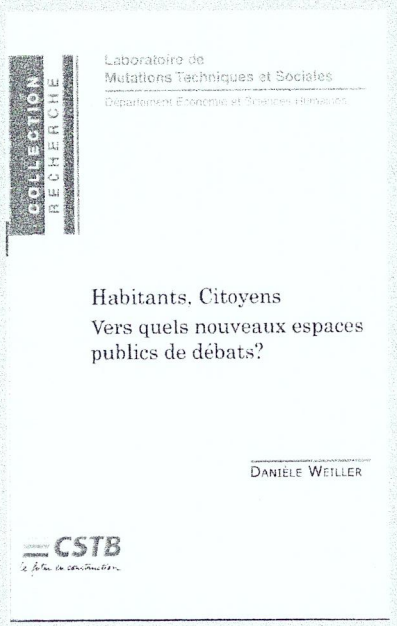
titre		**Modes de vie traditionnels et modernisme dans l'habitat en Guyane**
auteur		Jeanne BIANCHI
maître d'ouvrage		**Atelier de Sociologie - pratiques quotidiennes des habitants** **PUCA** – DGUHC- Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04
publication		2002 octobre – *25 p. + bibliographie*
objet		Usages et normes dans l'habitat en Guyane
index des mots clé		mode de vie – habitat – logement – tradition – climat tropical — architecture traditionnelle – sociologie de l'habitat
sommaire		*Introduction* I. *Modes d'habiter traditionnels* A. Organisations sociales et spatiales B. La maison : technique de construction et usages II. *Modernisme et évolution des modes d'habiter* A. Désorganisation spatiale et déstructuration sociale B. La maison : évolution des techniques et des usages III. *Syncretisme entre traditions et modernité* A. Restructuration sociale et spatiale B. Adaptation des techniques de construction aux modes d'habiter actuels C. Apprentissage de nouveaux modes de vie entre traditions et modernisme Conclusion
résumé		Compte-rendu d'une étude de la mutation des modes d'habiter des communautés amérindiennes (autochtones) et noires - marrons (descendants d'esclaves africains) de la Guyane française, ces populations ayant eu tendance à adopter des formes présentes dans les constructions du littoral souvent inspirées ou effectivement bâties selon les normes métropolitaines, soit souvent à l'encontre des spécificités du climat tropical humide de cette région, donc des modes de vie. L'auteur montre comment les modes d'habiter traditionnels étaient justement adaptés au climat et modes de vie et observe leur évolution qu'il associe au désir de modernité des Guyanais mais aussi à l'administration française au travers d'expériences plus ou moins réussies. Il commente ensuite des solutions plus cohérentes qui sont apparues depuis une quinzaine d'années permettant de concilier modernité, confort et conservation d'un minimum de cadres traditionnels

éditeur		**PUCA - Plan Urbanisme Construction Architecture** Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04 www.arch.fr/PUCA
identification		rapport
diffuseur		**Centre de Documentation de l'Urbanisme** (CDU) - **DGUHC** Arche de La Défense - 92055 Paris La Défense Cedex 04 tél. 01 40 81 11 78 - fax 01 40 81 15 99 www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu (bibliothèque ouverte du lundi au vendredi de 13 h à 17 h 30)
cote		CDU 55896(1) - CA C11768(1)
		Fichier téléchargeable gratuitement sur le site Internet du CDU parmi les dossiers documentaires en ligne www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu format Pdf (82 Ko, 26 pages)

4.5 - Groupe de travail de « l'Atelier qualité d'usage »

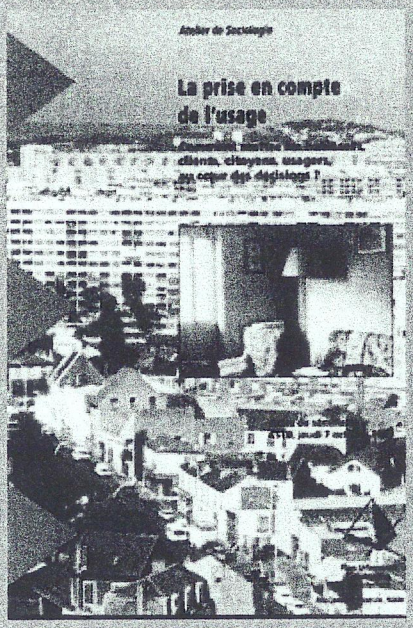
Dans le cadre de l'atelier qualité d'usage, ont été édités les ouvrages suivantes :

4.5.1 - Habitants, Citoyens Vers quels nouveaux espaces publics de débats ?

titre		 **Habitants, Citoyens Vers quels nouveaux espaces publics de débats ?**
auteur		Danièle WEILLER -CSTB
maître d'ouvrage		**Atelier de Sociologie - pratiques quotidiennes des habitants** **PUCA** – Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04 Chargée de projets ; Christiane FLAGEOLLET SAADNA
publication		2003 décembre – *167 p. + annexes, bibliographie*
objet		Comment les habitants et leurs différences culturelles contribuent au développement de la politique d'habitat? Trois expériences de démocratie locale : Grande-Synthe, Saint Denis et Pierrefitte.
index des mots clé		ville - habitat - démocratie locale – politique de la ville - citoyenneté – usagers – participation – gouvernance - exclusions sociales – lieux de débat – relations sociales

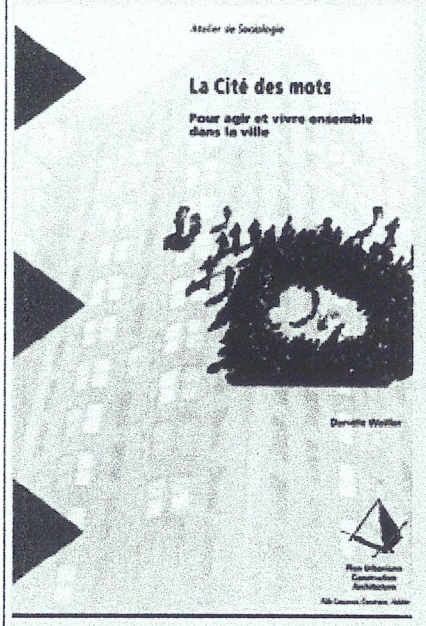
sommaire		Préface Avant-propos Problématique et champ de questionnement Partie 1 : *Quelques repères théoriques* Construire un espace public de parole, de rencontre et de débat Citoyenneté, appartenances communautaires et multiculturalisme Démocratie et institutions Partie 2 : *Regards sur la démocratie locale* Démocratie participative et politiques de la ville Trois expériences de démocratie locale Nouvelles interrogations Annexes
résumé		Cet ouvrage prend appui sur des expériences concrètes de démocratie locale (à Grande-Synthe, Saint Denis et Pierrefitte) et sur des notions de sciences politiques et d'anthropologie pour considérer les voies d'un pacte républicain renouvelé. Dans un contexte d'exclusions sociales et de fragmentations urbaines, comment assurer un espace public d'expression collective et de confrontation des opinions ? Comment conjuguer l'exercice de la citoyenneté et la pluralité des appartenances ? Comment passer de la violence à la parole et de celle-ci à la revendication politique pour fonder un monde commun et se garantir mutuellement des droits égaux ? De ce point de vue, quel rôle jouent les corps intermédiaires – associations et institutions – pour articuler la démocratie locale et la construction de solidarités plus vastes au niveau national, européen, mondial ? Il s'agit moins ici d'apporter des solutions que de poser les termes d'un débat nécessaire pour la conduite de l'action.
éditeur		**CSTB – Laboratoire de Mutations Techniques et Sociales** Département Economie et Sciences Humaines
identification		CSTB/ collection recherche
diffuseur		**CSTB – Centre Scientifique et Technique du Bâtiment** 4, avenue du Recteur Poincaré 75782 Paris Cedex 16 tél. :01.40.50.28.28 www.cstb.fr
ISBN		2-86891-310-5
cote		PUCA 172 - CDU 54631
prix		30 €

4.5.2 - La prise en compte de l'usage

titre		 **La prise en compte de l'usage** Comment mettre les habitants, clients, citoyens, usagers au cœur des décisions ?
auteur		Ouvrage collectif dans le cadre de l'atelier de sociologie
maître d'ouvrage		**Atelier de Sociologie – pratiques quotidiennes des habitants** **PUCA** – Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04 Suivi : Christiane FLAGEOLLET-SAADNA
publication		2000 juillet – *215 p.*
objet		Actes de séminaire sur la qualité d'usage, jeudi 7 octobre 1999 au CSTB
index des mots clé		habitat – ville – territoire - accès au logement – qualité d'usage– cohabitation – mixité sociale – usagers – participation – logement social
sommaire		PRELIMINAIRE Avant-propos L'Atelier Qualité Programme du séminaire LES DEBATS Synthèse des débats Ouverture des débats et présentation de la journée Séance de la matinée Atelier 1 : modes d'habiter, accès au logement, cohabitation Atelier 2 : mixité sociale, le rapport au territoire et à la ville Séance plénière de l'après-midi Atelier 1 : thématiques, débats, enseignements Atelier 2 : thématiques, débats, enseignements Conclusion des débats LES SUPPORTS DE LA REFLEXION

		Appel à articles "Usages différenciés et pratiques de cohabitation ", R. Bekkar "Image de l'habitat, anticipation de l'usage ou modification des relations entre acteurs ", A.-V. Blin, A.-M. Giffo-Levasseur, L. Rousselot "L'espace bâti: sa valeur d'usage dans le cadre de la crise du salariat ", P. Genestier "Pour une approche critique de la gestion territoriale de l'habitat ", M.-P. Lefeuvre "Habitants et habiter du logement social ", J.-M. Léger "Que peut dire la ville sur le logement ", J. Lévy Pour une pragmatique du logement social de qualité: commercialisé et espace publique ", J.-M. Vanhoutte Liste des participants
résumé		En matière d'habitat l'adéquation entre l'offre et la demandé des populations est un enjeu dont l'actualité s'impose d'autant que, malgré l'espoir d'une sortie de crise, la fragilité économique et sociale d'une partie de la population accentue. Le séminaire du 7 "octobre1999 " La prise en compte de l'usage comment mettre les habitants, clients, citoyens, usagers, au cœur des décisions? ", constitue une étape importante de cette réflexion. "Accès au logement social et modes d'habiter ", " gestion de l'habitat", " mixité et cohabitation des habitants ";" le logement dans son rapport au territoire et à la ville", tels son les thèmes du débat auquel ont participé, élus, maître d'ouvrage, maîtres œuvre, représentants des habitants, chercheurs et administration. Cet ouvrage rassemble leurs contributions et ouvre des pistes de réflexion pour l'avenir.
éditeur		**PUCA - Plan Urbanisme Construction Architecture** Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04 www.arch.fr/PUCA
identification		PUCA / collection recherche n°122
diffuseur		**CERTU** - bureau de vente 9, rue Juliette Récamier 69456 Lyon Cedex 06 tél.:04.72.74.59.97/59.59 www.certu.fr
ISBN		2-11-085633-5
cote		PUCA 36 - CDU 53350
prix		18 €

4.5.3 - La cité des mots

titre		 **La cité des mots** Pour agir et vivre ensemble dans la ville
auteur		Danièle WEILLER – CSTB, Suivi : Christiane FLAGEOLLET SAADNA
maître d'ouvrage		**Atelier de Sociologie – pratiques quotidiennes des habitants** **PUCA** – Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer Arche de la Défense- Paroi Nord 92055 Paris- La Défense Cedex 04
publication		2000 juin – *124 p. + bibliographie*
objet		participation des usagers, habitat, logement, sciences sociales
index des mots clé		ville – habitat - logement - citoyenneté — usager – modes de vie – sentiment d'appartenance – participation - glossaire - sociologie
sommaire		PRELIMINAIRE Problématique et champ de questionnement 1ERE PARTIE: Référents théoriques et production courante de recherche pendant les trente glorieuses Chapitre 1 : la planification et la programmation des années 1960 à 1970 Chapitre 2 : Recherches appliquées et problématiques relatives à l'usage de l'habitat 2E PARTIE: Eléments pour l'établissement d'un glossaire Préambule Chapitre 1 : Orientations du glossaire Chapitre 2 : liste des notions présentées Pour conclure et pour poursuivre Références bibliographiques Index des mots clefs Table des matières